



# Une mobilisation pour défendre les rémunérations, les missions, les conditions de travail

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

**D**ans les positions et revendications que nous avons publiquement présentées le lundi 20 février figure l'avenir du service public républicain, c'est-à-dire un service public à même de répondre efficacement aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

Depuis de nombreuses années, à coups de RGPP<sup>1</sup>, MAP<sup>2</sup>, d'Ondam<sup>3</sup>, de « réformes » hospitalières ou de COG<sup>4</sup> restrictives, l'ensemble des structures concourant au service public a été secoué, les personnels malmenés, les usagers oubliés.

Ces restrictions constituent un des volets des politiques économiques d'austérité suivies en France comme au niveau européen.

Jamais (et pour cause!) un vrai débat n'a été mené pour confronter les points de vue sur le rôle et les missions du service public. Les gouvernements, obnubilés par la compétitivité/prix et les 3 % de déficit budgétaire, ont procédé à des « réformes structurelles » et à des coups de rabot compromettant l'existence même du service public, notamment dans les zones périphériques aux métropoles.

Le débat, nous l'exigeons à nouveau. Il conditionne en partie le modèle de société de demain.

Qui plus est, aucune évaluation sérieuse n'a été menée, non sur les aspects comptables, mais sur les impacts économiques et sociaux de ces restructurations.

Comme le dit à bon escient Christophe Guilluy<sup>5</sup>, notre modèle ne fait plus société, avec tous les risques que cela comporte.

C'est aussi cela qu'exprimeront, le 7 mars, les hospitaliers, les territoriaux, les agents de l'État, les salariés de la Sécurité sociale et de l'Action sociale.

Quand ils défendent leurs missions, leurs rémunérations, leurs conditions de travail, ce sont aussi les usagers de la République qu'ils défendent. **■**

**JEAN-CLAUDE MAILLY,**  
SECÉTAIRE GÉNÉRAL  
**@jcmailly sur Twitter**

1. Révision générale des politiques publiques.
2. Modernisation de l'action publique.
3. Objectif national des dépenses d'Assurance maladie.
4. Conventions d'objectifs et de gestion.
5. Géographe, auteur de *La France périphérique*, Flammarion, 6 euros.